



**COOPÉRATION MONDIALE NOVEMBRE 2005**

**Dans cette édition  
Partenariat Sud Asiatique  
Conférence mondiale sur la promotion de la santé  
Genres et Responsabilisation des Femmes  
Conférences**

**Partenariat Sud Asiatique**

Le Partenariat Sud Asiatique International (SAP-I) a mené des actions pendant plus de vingt ans. Récemment, le SAP-I a tenté d'influencer l'ordre du jour des réunions des gouvernements de la région. Les gouvernements de l'Asie du Sud, comprenant le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka, se réunissent en tant qu'Association pour la Coopération Régionale de l'Asie du Sud – ACRAS. Le SAP-I se compose d'organisations nationales des pays de l'ACRAS.

L'ordre du jour du SAP-I a lieu lors des Sommets des Peuples, qui se sont été tenus chaque année depuis 2001. Très judicieusement, le SAP-I s'est concentré sur un nombre limité de questions, qui sont les suivantes :

Diminution des catastrophes dans les Nations Sud-Asiatiques.

1. Trafic et sécurité des personnes
2. Sécurité sociale
3. Gouvernance et démocratie
4. Paix et militarisation

Le processus de transmission des points de vue des Sommets des Peuples a été un motif d'exaspération pour les dirigeants du SAP-I. À deux reprises, lorsque le SAP-I a rencontré l'ACRAS, le Sommet a été annulé. La réunion du SAP-I a cependant eu lieu. À la dernière occasion ce mois-ci, ce n'est pas le Sommet de l'ACRAS qui a été annulé, mais le Sommet de SAP-I. C'était un mauvais coup pour toutes les parties intéressées.

À cette occasion, l'annulation était due à l'incroyable dispositif de sécurité déployé lors du sommet de l'ACRAS. Les mesures de sécurité ont occasionné des difficultés aux visiteurs ayant demandé des visas pour aller au Bangladesh. Dhaka, la ville qui accueillait le Sommet de l'ACRAS, a été bouclée par 40.000 policiers et soldats, qui rendaient tout déplacement en ville impossible. Le quotidien du Bangladesh affirmait que "des postes de contrôle ont été établis à tous les points d'entrée et de sortie de la ville, laquelle est totalement protégée par un dispositif de sécurité". Ce même quotidien affirmait encore que "les gens ordinaires ont prétendu que la police les avait harcelés sans motif légal et que la corruption était pratiquée en vertu du soi-disant "accord de

gentlemen". On y apprend notamment que les 27.000 mendiants de Dhaka ont été déplacés hors de la ville afin de la nettoyer.

Malgré tout, tant les employés du SAP-I que le Président et le Directeur Exécutif de l'ICSW ont réussi à se réunir pendant trois jours à Dhaka. Les discussions ont été très fructueuses, dans la mesure où le SAP-I et l'ICSW ont trouvé des moyens de travailler ensemble.

L'ICSW sait que les questions clés identifiées par le SAP-I sont également des questions clés pour d'autres régions. Le trafic des femmes et des enfants est le fléau de nombreuses régions. Le commerce illégal d'armes légères occasionne misère et pauvreté. Les dix principaux pays faisant un commerce légal d'armes sont, par ordre de valeur du commerce, les États-Unis, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, le Brésil, l'Autriche, le Japon, l'Espagne, le Canada et la République Tchèque. (Source "Who takes the Bullet", publié par l'Aide de l'Église Norvégienne 2005). Il est accablant de réaliser que la plupart des armes légères commencent en tant qu'exportations légales à partir de ces pays – dont six sur dix sont européens. Le rapport norvégien signale que "l'immense majorité d'armes légères utilisées pour commettre des actes violents ont été produites, exportées, achetées et stockées légalement". Le rapport norvégien mentionne que la Russie, la Chine et l'Israël devraient être inclus dans la liste des principaux exportateurs. La raison pour laquelle ils n'apparaissent pas est que la Russie et la Chine n'ont publié que des données partielles et qu'Israël ne publie aucune donnée sur les exportations d'armes.

Pour en revenir à l'ACRAS. L'ACRAS n'a pas un mécanisme formel pour s'engager auprès de la société civile. Le SAP-I continuera à chercher des manières de porter l'ordre du jour des Peuples à la connaissance des dirigeants des pays de l'ACRAS. Comme le savent bon nombre d'entre nous, on parle beaucoup de la précieuse contribution de la société civile aux ordres du jour mondiaux et régionaux. Mais nous avons encore un long chemin à parcourir pour parvenir à une véritable prise de conscience et à de véritables actions de la part de nos gouvernements. Des informations supplémentaires sur le SAP-I seront incluses dans les prochaines éditions de Coopération Mondiale.

Le programme mondial de l'ICSW comprend un composant nommé "Coopération Sud - Sud". Le Dr. Rohit Nepali, Directeur Exécutif du SAP-I, sera un participant clé au Forum de la Société Civile de la Mer Noire, qui est sponsorisé par l'ICSW. Ce forum aura lieu en décembre. Le Dr. Nepali fera profiter à la société civile de la Mer Noire de sa connaissance et expérience du SAP-I. Le groupe de la Mer Noire en est aux prémices du développement. L'ICSW cherche à accélérer la contribution de la société au développement régional au moyen de la Coopération Sud-Sud.

Ce travail de l'ICSW a été rendu possible par la coopération et la contribution du Ministère des Affaires Étrangères de Finlande, du Ministère du Travail et des Affaires Sociales de Norvège et de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA).

## **Conférence mondiale sur la promotion de la santé – Organisation Mondiale de la Santé (OMS)**

"Politique et partenariat pour l'action : aborder les facteurs santé déterminantes". Sous cette rubrique, l'OMS a tenu sa sixième conférence mondiale sur la promotion de la santé en août 2005 à Bangkok. M. Carel Tenhaeff, haut conseiller politique à l'Institut Hollandais pour les Soins et le Bien-être, a présenté un document et a représenté ICSW à la conférence.

### **Introduction**

Une conférence sur la politique et le partenariat pour aborder les facteurs santé déterminants a créé un malaise entre les participants. L'une des raisons est que les gens adoptent des perspectives différentes sur le sujet. Certains manifestent un intérêt professionnel et veulent que la santé domine les ordres du jour politiques nationaux et internationaux. D'autres ont un lien indirect avec le domaine de la santé et s'attachent à aborder les facteurs santé déterminants. Leur intérêt professionnel réside ailleurs ou est moins spécifique. Tel est le destin d'un représentant de l'ICSW. J'ai suivi la conférence en adoptant la perspective de quelqu'un travaillant dans le domaine social, et en tant que tel, d'un intrus relatif se demandant comment nous pourrions établir des liens avec les politiques et les programmes sanitaires.

### **Contenu : quelques facteurs santé déterminants**

Plusieurs politiques et actions sont innovatrices et prometteuses. En voici quelques-unes. Elles sont liées aux différents facteurs santé déterminants.

Un programme doit avoir un rapport avec la manière dont les gens sont liés à leur environnement naturel et les implications de ceci pour leur santé. Le tsunami de 2004 a démontré qu'il existait un risque, à négliger les forêts côtières de palétuviers. Les palétuviers sont la seule protection contre les flux de vagues qui suivent des cyclones et tremblements de terre. Lors d'un voyage dans une zone côtière semi-rurale, juste à la sortie de Bangkok, bon nombre d'entre nous ont pris conscience que l'absence de palétuviers représente une menace pour la vie. C'est pour cette raison que la Princesse Royale de Thaïlande est devenue responsable des activités pour sauver les palétuviers. Pour de plus amples informations, contacter Stephen Hamann, consultant en affaires internationales de ThaiHealth, e-mail [stephen@thaihealth.or.th](mailto:stephen@thaihealth.or.th), site web [www.thaihealth.or.th](http://www.thaihealth.or.th).

Une initiative surprenante en rapport avec la paix au quotidien. C'est une question importante en Albanie. Il existe de profondes divisions, et de longue date, au sein de la population. Ces divisions ont de graves conséquences sur la santé mentale et physique. Il est nécessaire de traiter les effets sur la santé. Mais ce n'est que combattre les symptômes. La cause n'est pas traitée. Pour ce faire, la fondation "Résolution de conflit et réconciliation des discordes" a été créée. De plus amples informations sont disponibles de la part de Rasim Gjoka, directeur exécutif ; e-mail [gjoka@albaniaonline.net](mailto:gjoka@albaniaonline.net), site web [www.afcr-al.org](http://www.afcr-al.org).

Ewa Persson-göransson, Secrétaire d'Etat du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales de Suède, a donné un exemple impressionnant de développement de stratégie en matière de santé publique. Il est basé sur les facteurs déterminants les plus importants en matière de santé au niveau national. Il existe un institut national pour influencer les causes subjacentes des décès et de la mauvaise santé. Il comprend de nombreuses parties

intéressées et partenaires, car la plupart des facteurs santé déterminants tombent dans des domaines politiques autres que les soins de santé et médicaux. Pour de plus amples informations, contacter Bosse Pettersson, sous-directeur général de l'Institut National de Santé Publique, en Suède, e-mail [bosse.pettersson@fhi.se](mailto:bosse.pettersson@fhi.se).

Le travail et les revenus sont un autre ensemble important de facteurs déterminants. La présentation de Carel Tenhaeff, à l'atelier de travail, sur les personnes marginalisées faisait référence à un programme de réintégration sur le marché formel du travail des femmes chômeuses longue durée à Amsterdam. Dans ce programme de formation et de travail pratique, une grande attention a été accordée à l'état de santé des participants. Il a été prouvé que la participation accrue au marché du travail va de pair avec l'amélioration de la santé. Pour de plus amples informations contacter [c.tenhaeff@nizw.nl](mailto:c.tenhaeff@nizw.nl) ou accéder à la communauté web <http://groups.msn.com/comprehensiveaction>.

### **Résultat : la Charte de Bangkok**

Le résultat global de la conférence est la Charte de Bangkok. Il y a quatre pages de recommandations à propos des politiques et des partenariats, afin que la promotion de la santé soit le thème global de l'ordre du jour sur le développement global, des communautés et de la société civile. On a argumenté que l'engagement mondial pour réduire la pauvreté en abordant tous les objectifs du millénaire, était un point d'entrée vital pour la promotion de la santé. Le document est quelque peu abstrait. On attend beaucoup du partenariat entre les autorités et ONG locales, nationales et internationales, mais ces attentes ont été formulées de manière très générale. On pourrait argumenter que les membres de l'ICSW et d'autres ONG présentes lors de la conférence sont déjà engagés dans une grande partie du travail à faire, d'après la Charte.

### **Représenter l'ICSW : Le comité consultatif Ad-hoc des ONG**

Avant la conférence, un Groupe Consultatif ad-hoc d'ONG sur la Promotion de la Santé avait été constitué. C'est une association d'ONG internationales. Vingt ONG nationales et internationales ont été consultées. À partir de cette consultation, la déclaration suivante a été faite pendant la clôture de la session plénière de la conférence :

*"Nous apprécions et faisons bon accueil à l'appel à association afin d'assurer la promotion viable de la santé. Nous considérons ce partenariat comme un investissement mutuel afin d'atteindre un objectif commun. En partant de ce point de vue, nous nous engageons à jouer notre rôle en divulguant la Charte et sa mise en œuvre. Notre capacité globale et notre présence aux niveaux de base nous placent dans une position propice pour être les partenaires principaux et déclencher la synergie du processus. Nous invitons donc l'OMS à impliquer les ONG, en tant que partenaires, dans le processus de planification, de mise en œuvre, de surveillance et d'évaluation de la Charte. Ceci implique des relations de travail étroitement liées avec les ONG au niveau international, régional, national et entre les pays. En outre, nous ferions bon accueil à l'évaluation du partenariat pour analyser l'impact avant, et à la prochaine Conférence, en 2009".*

### **Et maintenant ?**

Une réunion a été programmée par l'OMS le 23 février 2006, afin de consulter les ONG sur les actions à entreprendre.

## **Genres et Responsabilisation des Femmes**

Anne Herdt, Représentante Spéciale de l'ICSW à Genève, a assisté à un briefing aux NU sur la question du genre. Augusto Lopez-Claros, Conseiller Economique en Chef du Forum Economique Mondial (FEM), a décrit dans les grandes lignes l'enquête menée par le FEM dans 58 pays pour mesurer l'ampleur du fossé entre les genres. Le rapport de 20 pages est disponible sur le site web du FEM <http://www.weforum.org/>

Des commentaires ont été ajoutés par Ewa Zimmy, Haute Conseillère sur le Genre, Commission Economique pour l'Europe, et Manuela Tomei, Haute Spécialiste de la Discrimination au Travail, du Bureau International du Travail. Zimmy et Tomei ont applaudi l'initiative du FEM d'avoir entrepris cette enquête. Toutes deux ont précisé qu'elle était incomplète sur pas mal de points. Lopez-Claros a expliqué qu'il voulait travailler avec eux dans la version nouvelle et amplifiée. Mais ce n'était qu'une première étape.

Lopez-Claros a expliqué la motivation du FEM pour l'enquête et sa méthodologie. La motivation est venue de la constatation des différences globales dans la performance économique. Le FEM a souhaité déterminer comment les pays ont utilisé les ressources en matière d'éducation, compétitivité, stabilité, institutions, corruption et opportunités pour les femmes.

Ils ont donc élaboré 25 variantes, divisées en 5 piliers :

Participation économique, comprenant la rémunération pour un travail équitable, et réduction de la pauvreté (les femmes constituent la majorité des pauvres) ; Opportunités économiques comprenant le travail bien/mal payé, les soins des enfants et les allocations maternité ; L'habilitation politique, notamment le fait que les hommes apportent leurs priorités et valeurs, qui ne reflètent pas toujours les valeurs des femmes ; Le niveau d'instruction, incluant les différents niveaux atteints par les femmes ; Santé et bien-être, notamment les soins maternité et les conditions de vie.

Le point fort de l'enquête était que les pays atteignant les meilleurs niveaux d'égalité des genres sont également ceux qui atteignent les meilleurs niveaux en matière de compétitivité.

Ces données sous-entendent que le travail non rémunéré n'est pas pris en compte, de même que le travail pour des gens ayant des salaires élevés.

Dans sa version longue, le FEM prévoit d'inclure la violence contre les femmes, une section sur le partialité juridique en matière de genre, ainsi que des informations supplémentaires sur l'emploi.

## **Conférences**

32ème Conférence Internationale sur le Bien-être Social, du 16 au 20 juillet 2006, Brasília, Brésil.

Thème : Inclusion Sociale : affronter la pauvreté et les inégalités sociales

D'autres thèmes comprendront la Pauvreté et l'Inégalité dans un Siècle de Pertes et de Stratégies pour le Développement de l'Homme. Pour de plus amples informations, consultez le site <http://www.cbiciss.icsw32.org/>

Le contenu de Coopération Mondiale peut être librement reproduit ou cité, pourvu que la source en soit mentionnée. Les avis exprimés dans cette publication ne sont pas nécessairement ceux de l'ICSW.

Editeur : Denys Correll

Collaborateurs : Carel Tenhaeff et Anne Herdt

Coordonnées détaillées de l'ICSW

Site Web : [www.icsw.org](http://www.icsw.org) Email [icsw@icsw.org](mailto:icsw@icsw.org)

Bureau Mondial :

Conseil International pour le Bien-Être Social

C/O NIZW International Centre

P.O. Box 19152

3501 DD Utrecht

Pays-Bas

Tel 31 30 2306 336 Fax 31 30 2306 540

Présidente : Solveig Askjem

Trésorier : Christian Rollet

Directeur Exécutif : Denys Correll